

DELIBERATION
N° CFVU 27-SFP-018

RESULTAT DU VOTE
Nombre de votants : 30
Voix favorables : 30

***relative au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2^{ème} année
domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit social,
parcours type Droit et management social de l'entreprise,
Année universitaire 2018-2019***

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - L'article L612-6-1 relatif à l'accès à la deuxième année du deuxième cycle conduisant au diplôme national de master,
 - Les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme de master,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation du 23 mai 2016 autorisant l'Université à délivrer le diplôme de Master Droit, Economie, Gestion, mention Droit social,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élève étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu les avis du conseil de Faculté de Droit et de Science Politique en date du 13 février 2018,

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :

***Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2^{ème} année
domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit social, parcours type Droit et management social
de l'entreprise sont fixées comme suit,***

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1. Objectifs de la formation

1.1 - Le Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit social, parcours type Droit et management social de l'entreprise (DMSE), est une formation universitaire permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances et des compétences en droit social et en gestion des ressources humaines.

ARTICLE 2. Conditions d'accès

2.1 - Ont accès de plein droit au Master 2 Droit, Economie, Gestion, mention Droit social, parcours type Droit et management social de l'entreprise en apprentissage (DMSE- apprentissage), les étudiants titulaires d'un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation sur 2 ans, ayant validé les semestre 1 et 2 du master Droit social – parcours DMSE – filière apprentissage / professionnalisation.

2.2 - Ont vocation à être admis en Master 2 Droit, Economie, Gestion, mention Droit social, parcours type Droit et management social de l'entreprise (DMSE), les étudiants ayant validé 60 crédits au titre de la première année du Master mention Droit social ou d'un autre Master de Droit, d'un diplôme jugé équivalent ou au titre de la mobilité internationale. Seuls les étudiants bénéficiaires d'un contrat d'apprentissage ou d'un contrat de professionnalisation, ou bénéficiaires du PRFP, ont vocation à être admis à la filière « alternance » du présent parcours.

2.3 – Dans les cas y compris ceux visés à l'article 3 ci-après, l'admission en Master 2 est effectuée au vu de l'ensemble du dossier universitaire et/ou professionnel du candidat ainsi que d'une lettre de motivation. L'admission peut être subordonnée à l'acquisition de certains prérequis.

2.4 – Le parcours apprentissage est limité et ne peut accueillir qu'une fourchette de 8 à 16 stagiaires par année de formation. Cette proportion peut être portée à 24 en M2.

ARTICLE 3. Autres possibilités d'accès

3.1 - Ce diplôme est également ouvert aux personnes ayant bénéficié soit d'une validation partielle des acquis de l'expérience, soit d'une validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, soit d'une validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

ARTICLE 4. Redoublement

4.1 - Le redoublement est interdit sauf dérogation exceptionnelle accordée par le jury d'examen.

ARTICLE 5. Mobilité internationale

5.1 - Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants de la 2nde année de master Droit, Économie, Gestion, mention Droit social, parcours type Droit et management social de l'entreprise, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale. En l'état actuel des textes et sauf accord express avec l'entreprise d'accueil, ils ne sont applicables ni aux étudiants en apprentissage, ni aux stagiaires relevant des dispositifs de la formation professionnelle continue.

TITRE II - ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 6. **Organisation de la formation**

6.1 - La 2nde année du Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit social, parcours type Droit et management social de l'entreprise, est organisée sur deux semestres. Cette année est composée d'unités d'enseignement (UE) donnant droit à des crédits (ECTS). Le premier semestre comprend deux (2) unités d'enseignement, le second semestre, deux (2) unités d'enseignement, totalisant respectivement quarante (40) et vingt (20) crédits. Le contenu des UE et les modalités de contrôle des connaissances sont explicités en annexe du présent document.

Langue des enseignements : la langue des enseignements est le français. Toutefois, quelques enseignements de GRH sont dispensés en anglais.

ARTICLE 7. **Modalités de constitution des groupes de cours magistraux (CM)**

7.1 - L'enseignement présentiel (formation initiale et formation continue) comprend exclusivement des cours magistraux (CM). Le parcours est obligatoire.

ARTICLE 8. **Obligation d'assiduité aux cours et obligation de participation aux travaux tuteurés (TT)**

8.1 - Tous les enseignements sont obligatoires et l'assiduité systématiquement contrôlée. La participation aux travaux tuteurés est obligatoire et notée sous la responsabilité des enseignants-tuteurs.

ARTICLE 9. **Voie professionnelle**

9.1 - Le Master 2 Droit, Economie, Gestion, mention Droit social, parcours type Droit et management social de l'entreprise est résolument tourné vers l'insertion, d'où une construction en formation initiale en alternance accueillant des jeunes en apprentissage et en contrat de professionnalisation. Pour les étudiants qui ne bénéficieraient d'aucun de ces contrats et seraient acceptés dans la formation, la 1^{ère} période en entreprise (alternance du semestre 3 du M2 DMSE) est remplacée par un projet tuteuré et la 2nde période d'alternance (alternance du semestre 4 du M2 DMSE) par un stage d'entreprise d'une durée minimale de 3 mois et maximale de 6 mois.

TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

ARTICLE 10. **Organisation des examens**

10.1 - Il existe une session d'examen et une session de rattrapage dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de ces sessions.

ARTICLE 11. **Modalités d'organisation de la première session**

11.1 - Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées :

UE1 :

- pour les matières « La relation individuelle de travail » et « Ingénierie de la négociation et des conflits » l'étudiant choisit laquelle des 2 matières il souhaite valider par une épreuve écrite de 4 heures, l'autre matière faisant l'objet d'une épreuve orale.
- chacune des autres matières des UE1 et UE2 est validée par un contrôle continu.

UE2 : chaque matière est validée par un contrôle continu

UE3 : est validée par une épreuve orale.

UE 4 : pour le module 6 il s'agit d'un projet tuteuré et pour le module 7 il y a une soutenance.

Toute absence injustifiée à l'examen terminal est sanctionnée par la note 0. Dans ce cas, l'étudiant est considéré comme défaillant.

Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

ARTICLE 12. Modalités d'organisation de la session de rattrapage

12.1 - Il est organisé une session de rattrapage donnant aux étudiants la possibilité de valider les unités d'enseignement qui leur ont fait défaut sur les deux semestres à l'exception de l'UE4.

12.2 - Sont admis à se présenter en session de rattrapage les étudiants ayant eu une assiduité régulière et obtenu une note moyenne d'au moins 8/20 au semestre concerné en session initiale.

12.3 - Dans chacune des UE 1, 2 et 3, la session de rattrapage prend la forme d'un grand oral transverse.

12.4 - Il n'y a pas de session de rattrapage pour les épreuves de contrôle continu et pour l'U.E.4.

ARTICLE 13. Bonifications

13.1 - Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés en annexe du présent arrêté.

Pour chaque semestre, l'ensemble des bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 3,33% du total des points du semestre.

Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés, sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.

13.2 - Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation.

13.3 - La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 14. Condition de validation des unités et des semestres

14.1 - Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation.

► Isolément :

Une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

► Par compensation :

Chaque semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le composent, soit un total de points de 400/800 pour le semestre

3 et 200/400 pour le semestre 4 ; dans ce cas, les unités où le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation et les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.

14.2 - Les semestres sont validés isolément sans compensation

► Isolément :

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne soit un total de 400/800 points pour le semestre 3 et 200/400 points pour le semestre 4. La validation des semestres 3 et 4 emporte respectivement l'acquisition de 40 et 20 crédits européens correspondants (ECTS).

14.3 - Tout candidat déclaré défaillant ne peut bénéficier du dispositif de compensation pour l'obtention du semestre ou de l'année.

ARTICLE 15. Conditions d'attribution d'une mention

15.1 - L'obtention du semestre donne lieu à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

ARTICLE 16. Délivrance du diplôme

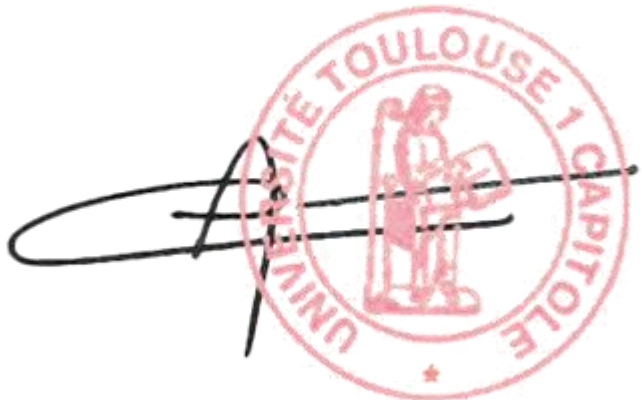
16.1 - Pour être déclaré admis au diplôme l'étudiant doit être admis au semestre 3 et au semestre 4. Le jury d'examen peut octroyer des points jury. L'obtention du diplôme de master donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

Toulouse, le 24 août 2018,

Corinne MASCALA

Présidente de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire



PJ : annexes

Annexe 1 Master 2 mention Droit social parcours-type Droit et management social de l'entreprise année 2018-2019

SEMESTRE 3	Enseignements	Statut	ECTS	Heures CM	Modalités d'évaluation	Points détail	Total Points Enseignement
U. E. 1 : La relation individuelle au travail							
Module 1	La relation individuelle de travail	Obligatoire	10	108			200
	La relation individuelle de travail			40	1 écrit de 4h ou un oral au choix de l'étudiant	100	
	Droit des conditions de travail (rappels)			27	Contrôle continu	40	
	Droit pénal et administratif du travail			14	Contrôle continu	20	
	Droit social européen et international			27	Contrôle continu	40	
Module 2	Rapports collectifs, négociation et ingénierie des conflits	Obligatoire	10	89			200
	Ingénierie de la négociation et des conflits			40	1 écrit de 4h ou un oral au choix de l'étudiant	Ecrit 100	
	Le mouvement social			14	Contrôle continu	30	
	Gestion des conflits collectifs			21	Contrôle continu	40	
	Pratique de la négociation et de la médiation			14	Contrôle continu	30	
U. E. 2 : MANAGEMENT SOCIAL DE L'ENTREPRISE							
Module 3	Organisations et RH	Obligatoire	10	88			200
	GRH : principes, pratiques et développement			42	Contrôle continu	120	
	Techniques de gestion du personnel et climat social			21	Contrôle continu	40	
	Sécurisation des parcours et mise en œuvre de la FPC			25	Contrôle continu	40	

SEMESTRE 3	Enseignements	Statut	ECTS	Heures CM	Modalités d'évaluation	Points détail	Total Points Enseignement
Module 4	Audit, responsabilité sociale de l'entreprise et RH		10	68			200
	Audit social et RSE			35	Contrôle continu	100	
	Contrôle de gestion et audit de la masse salariale			21	Contrôle continu	50	
	Santé et sécurité au travail			12	Contrôle continu	50	
Bonification		Facultatif				3.33% du total des points du semestre	
TOTAL SEMESTRE 3			40	353		800	800

SEMESTRE 4	Enseignements	Statut	ECTS	Heures	Modalités d'évaluation	Points détail	Total Points Enseignement
UE 3 : PILOTAGE DES COUVERTURES COMPLEMENTAIRES : Santé prévoyance et retraite							
Module 5	Pilotage du traitement juridique de la couverture sociale	Obligatoire	5	28	Oral	100	100
U.E. 4 : MODULE APPLICATIF							
Module 6	Pratique de l'anglais (BULATS)		5	21	Non évalué	NE	100
	Mise en œuvre des outils de gestion et de communication			42	Non évalué	NE	
	Projet tutoré – accompagnement à l'insertion			35	Présentation projet	100	
Module 7	Pratique professionnelle ou stage		10		Soit alternance en entreprise = 75% temps plein, soit stage en entreprise 2*3 mois	200	200
Bonification		Facultatif				3.33% du total des points du semestre	
SEMESTRE 4			20	126		400	400
TOTAL			60	479			1200



Annexe : Activités facultatives donnant lieu à bonification

- Éducation physique et sportive
- Participation à l'orchestre de l'Université
- Participation à l'un des concours de la liste ci-dessous



Liste des concours soumis à bonification

Les étudiants participant aux concours ci-dessous peuvent obtenir une bonification dès lors qu'ils ont été sélectionnés par une instance organisatrice du concours auquel ils participent :

- 1) Concours interaméricain des droits de l'homme
- 2) Concours Charles Rousseau
- 3) JESSUP
- 4) Concours René Cassin
- 5) Concours de plaidoirie Willem
- 6) Concours de plaidoirie en propriété intellectuelle CN2PI
- 7) Concours Georges Vedel
- 8) 24h du droit de la santé
- 9) Prix Jean-Louis Magnan (ARNU)
- 10) Concours d'arbitrage de ScPo Paris
- 11) Concours Claude Lombois droit international
- 12) Concours droit Pictet Croix Rouge Française
- 13) Concours international d'Arbitrage Francophone de Montpellier
- 14) Concours de la SACEM (droit d'auteur)
- 15) Prix du meilleur jeune auteur en droit du travail
- 16) Trophée du meilleur jeune juriste de droit du travail
- 17) Concours du CNEPN (droit notarial)
- 18) Trophée du meilleur jeune fiscaliste (Ernst & Young)
- 19) European Human Rights Moot Court Competition
- 20) Frankfurt Investment Arbitration Court Moot
- 21) Concours Lysias
- 22) Concours national d'éloquence
- 23) Paris International Model United Nations (PIMUN)
- 24) Digital Law Moot Court Competition
- 25) As de la plaidoirie (seulement à partir de la demi-finale)
- 26) Prix juridique Internet et media